

POUR UN CHANGEMENT DE SOCIÉTÉ RÉEL



PRÉAMBULE DE BERTRAND PANCHER



Bertrand PANCHER, Député de la Meuse et Président de Décider Ensemble.

La démocratie française est fragilisée. Ce sentiment perçu de façon plus ou moins diffuse par de nombreux acteurs depuis des années s'est imposé à tous avec la crise des gilets jaunes. Expliquer les revendications et les colères de nos concitoyens n'est pas chose facile, les raisons sont nombreuses et complexes ; sociales, économiques, humaines. L'une apparaît pourtant clairement : le fossé de plus en plus profond séparant les décideurs des citoyens, l'écart croissant entre leurs attentes et les réponses apportées par ceux qui les gouvernent.

Il est nécessaire que les dirigeants prennent conscience du profond malaise qui s'est installé dans une partie de la population. Qu'ils entendent l'appel à plus d'écoute et la volonté de nombreux citoyens de reprendre en main une partie de leur destin notamment en participant à la construction des politiques publiques.

Comme beaucoup, je suis convaincu de la nécessité de refonder notre démocratie et de permettre une intervention plus directe de nos citoyens à la prise de décisions. C'est pour cette raison que j'ai proposé à

diverses personnalités d'écrire sur les renouvellements possibles de notre démocratie et de nos systèmes de décisions. Je les remercie d'avoir été nombreux à accepter ce challenge et à nous livrer leurs propositions pour construire le monde d'après.

« Cette crise doit être un point de départ pour instaurer un nouveau rapport de confiance entre gouvernants et gouvernés. »

Ces mots résonnent d'autant plus fort aujourd'hui que nous traversons une crise sanitaire sans précédent. Elle nous a fait prendre conscience du centralisme de notre vie politique, de l'agilité des collectivités territoriales et des acteurs locaux et donc de la nécessité de changer en profondeur non seulement notre système de prise de décisions mais aussi notre mode de vie et notre organisation sociale. Elle présente pour chacun un défi de taille : celui de ne pas se replier sur nous-même ou de vouloir à tout prix préserver le statu quo. Elle doit, au contraire, servir de déclencheur pour penser l'après et anticiper de nouvelles crises notamment liées au dérèglement climatique. Cette crise doit être un point départ pour prendre une nouvelle trajectoire am-

bitieuse pour réduire les inégalités sociales, engager enfin une réelle transition écologique et instaurer un nouveau rapport de confiance entre gouvernants et gouvernés.

C'est un virage à 180 degrés que nous devons prendre en y associant les citoyens afin que chacun consente à réorienter notre organisation économique et sociale vers un développement enfin équilibré et humain protégeant nos biens communs. De nombreux appels ont été lancés dans ce sens, j'en ai moi-même été signataire. Cependant, ils ne serviront à rien si ces débats ne sont pas généralisés et structurés, et s'ils n'aboutissent pas à de nouveaux processus de décisions, mais aussi à de nouvelles orientations en termes de développement.

Ne répétons pas les erreurs du passé en proposant aux Françaises et aux Français des « consultations sans issues » que nous ne voudrions jamais matérialiser par des décisions concrètes. Informer, faire débattre, concerter ne sont qu'une étape. Ce qui compte c'est de décider ensuite en tenant compte des opinions et des contributions de chacun, trancher bien entendu et revenir vers nos concitoyens pour expliquer les choix et comment leur participation a per-

mis de faire évoluer et d'enrichir la décision finale. Les États généraux, assises, consultations de tout ordre ne peuvent se résumer à de la communication. Le Grand Débat en est un des exemples les plus récents et a laissé sur leur faim les centaines de milliers de personnes qui se sont mobilisées pour apporter leurs idées et leurs propositions sans qu'elles sachent réellement à quoi tout cela a servi.

Cet impératif s'applique à l'ensemble des échelons : local, national mais aussi européen. D'autant plus que les enjeux économiques, sociaux, écologiques et sanitaires demandent une réponse coordonnée à cette échelle. Or, l'Union européenne est encore trop perçue par nombre de nos citoyens comme une boîte noire où les gouvernants décident seuls. Son fonctionnement paraît illisible et peu transparent et conduit nos concitoyens à s'en détourner et à refuser qu'elle puisse lui imposer des normes pourtant si utiles à l'harmonisation européenne. Il est donc urgent de démocratiser l'Union européenne, d'œuvrer à plus de transparence et penser à de nouvelles méthodes de fonctionnement.

Enfin, prenons garde à la tentation d'une démocratie numérique idéali-

sée accessible à tous, partout, tout le temps. A l'ère du confinement et de la distanciation sociale, le numérique a gagné encore un peu plus de place dans nos vies personnelles et professionnelles. En matière de participation, il a fallu se réinventer et s'adapter rapidement ; le présentiel s'est effacé au profit du numérique.

« Allions le numérique et le présentiel pour mener une démarche de participation n'excluant personne. »

Les innovations numériques et la multiplication des consultations en ligne sont utiles et ont permis de poursuivre le débat malgré la crise. Cependant, rappelons-en les limites : la dépendance, très forte, à des acteurs privés et la question du traitement de nos données. Mais aussi l'inégalité face à l'accès et à l'utilisation de ces outils. Cet « illectronisme » exclut de la participation une partie de nos concitoyens. Il paraît indispensable de les former mais aussi de les faire participer via d'autres dispositifs (appels téléphoniques, entretiens individuels, etc.). Allions le numérique et le présentiel pour mener une démarche de participation n'excluant personne.

Il est vraiment temps de s'engager pour approfondir notre culture de la participation et associer l'ensemble des acteurs à la décision publique. Je souhaite esquisser quelques propositions en ce sens pour conclure ce préambule.

Il est urgent, tout d'abord, de placer nos concitoyens au cœur des processus démocratiques. Ils pourraient, par exemple, être régulièrement sollicités via des référendums à choix multiples qui pourraient être déclenchés par voie de pétition ou à la demande du Conseil économique, social et environnemental. Il semble aussi nécessaire d'abaisser le seuil de déclenchement des référendums d'initiative partagée à 1 million de signatures.

« Il est urgent de placer nos concitoyens au cœur des processus démocratiques. »

Le débat sur la privatisation d'ADP a, en effet, montré l'impossibilité d'atteindre un dixième des électeurs inscrits sur les listes électorales. Enfin, des niches législatives citoyennes pourraient être mises en place au Parlement. Elles permettraient de discuter de propositions de loi déposées par la société civile et soutenues par au moins 200 000 personnes.

Par ailleurs, une nouvelle vague de décentralisation massive est indispensable et doit s'accompagner d'un partage clair des pouvoirs mais aussi d'une réelle autonomie financière et fiscale des collectivités territoriales consacrée dans une future réforme constitutionnelle.

Enfin, mettre en place de véritables élections à la proportionnelle à tous les échelons nous obligerait à négocier et à généraliser une culture du consensus qui nous fait défaut.

Les pistes sont nombreuses, les solutions existent, il faut maintenant avoir le courage de les mettre en place. Après ces quelques réflexions, en guise de préambule, je vous propose à travers cet ouvrage, d'aller plus loin en découvrant les contributions et les propositions de personnalités diverses. Elles ne sont pas toujours d'accord entre elles sur les solutions mais elles sont toutes conscientes que notre démocratie a besoin d'être renouvelée et nos citoyens mieux associés à nos systèmes de décisions. J'espère qu'à travers ces écrits, nous contribuerons à construire le monde de demain.

Cette contribution fait partie de l'ouvrage collectif coordonné par Décider ensemble « La démocratie bousculée. Quel renouvellement pour notre démocratie et nos systèmes de décisions ? ».

Publié le 2 juillet 2020